“Nos Vacances pour l’Ecole”

2018

Pour une préparation sérieuse de l’année scolaire par une anticipation intelligente sur les conflits probables et les questions à forts enjeux

90 jours d’échangepluriel,
3 mois de réflexion intense,
1 année paisible,
des solutions efficaces

Coalition des Organisations en SYnergie pour la Défense de l'Education Publique

Qualité, Gratuité, Accessibilité

COSYDEP
Sénégal

Copyright, janvier 2019

6039, Sicap Liberté 6 Dakar
www.cosydep.org
cosydep@gmail.com
+ 221 33 827 90 89 / +221 77 631 18 86

Enregistrement N° 2009/14136/MINT – Agrément ONG N° 022980/MINT/DGAT/DPONG/DSEAO du 17 dec. 2015 – NINEA N°4166760V9

PLAN DU RAPPORT

1. ELEMENTS DE RAPPEL……...

I.1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION ..……..

1.2 NOS VACANCES POUR L’ECOLE, A QUELLE FIN ? …….

I.3 PROGRAMME D’ACTIVITES…….

PANEL I : THEME : RESULTATS SCOLAIRES ET SYSTEME D’EVALUATION……..

PANEL II : THEME : SYSTEME DE REMUNERATION DE LA FONCTION PUBLIQUE : Quelles solutions gagnantes, équitables et durables ?.....

PANEL III : THEME : CAMPAGNE UBBI TEY JANG TEY ET ENGAGEMENT DE LA COMMUNAUTE ……..

PANEL IV : THEME : ENFANTS ET JEUNES HORS ECOLE ET DROIT A L’EDUCATION ET A L’ETAT CIVIL ……..

PANEL V: THEME : SYSTEME D’ORIENTATION ET DE GUIDANCE SCOLAIRE……...

PANEL VI : FINANCEMENT DE L’EDUCATION ET DISPOSITIF DE SUIVI……..

I.ELEMENTS DE RAPPEL

I.1 CONTEXTE ET JUSTIFICATIONS

La communauté internationale a réaffirmé son engagement en faveur d’une éducation inclusive et de qualité pour l’après 2015 et ceci, à travers le Cadre d’action pour l’Éducation 2030, adopté au cours du Forum mondial sur l’éducation, tenu à Incheon en Corée du Sud en mai 2015.

Dans cette perspective, des efforts importants ont été consentis ces dernières années en termes de ressources humaines, matérielles et financières pour accompagner les réformes structurelles dans le domaine des curricula, des infrastructures, de la qualification des enseignants.

Toutefois, l’efficacité du système demeure relativement faible lorsque l’on met en rapport les objectifs et les résultats. Elle est plus prégnante au niveau de la qualité, de la gouvernance, de l’allocation et de l’utilisation des ressources. Ces insuffisances constituent la cause principale de l’instabilité qui est la menace la plus dangereuse contre l’éducation ces dernières décennies.

Il faut noter que depuis quelques années l’école sénégalaise est en proie à des crises profondes qui créent un véritable malaise chez les acteurs. Ce malaise se manifeste par des débrayages, grèves et marches organisés par les syndicats d’enseignants ou par les apprenants.

Cette situation est un véritable paradoxe dans un pays qui dispose de ressources humaines de qualité et d’instruments de gouvernance suffisamment éprouvés. Si l’on en est arrivé à ce point, c’est sans doute, parce que les acteurs de notre système éducatif ne tirent pas toujours profit des opportunités qui s’offrent à eux pour résoudre les problèmes qui se posent dans le secteur.

Que fait-on de la bonne volonté des médiateurs sociaux (chefs religieux, coutumiers, élus aux niveaux national et local, Société civile) ? Comment utilise-t-on les trois mois de vacances ? Comment traite-t-on les nombreuses alertes sur l’éventualité des conflits qui viennent de toutes les directions ? Comment se fait-il qu’on laisse pourrir les situations pour devoir user encore des mêmes expédients pour résoudre des crises devenues exacerbées ?

Face à ces interpellations, la COSYDEP veut mettre à profit les grandes vacances pour construire de nouvelles attitudes et fonder un nouveau paradigme qui repose sur le dialogue constructif, l’anticipation des conflits et la résolution pacifique des crises.

Dans cette perspective, la Coalition met en route le concept **« NOS VACANCES POUR L’ECOLE».** Il s’agira de créer pendant les vacances un cadre de réflexion prospective et des instruments d’analyse pour une meilleure maîtrise des problèmes rendant possibles des actions pertinentes et efficaces. Une telle initiative postule une rupture avec les formules de contournement et les stratégies de pourrissement des problèmes dont les conséquences mettent chaque année le système éducatif en péril.

NOS VACANCES POUR L’ÉCOLE

- **Pour une préparation sérieuse de la prochaine année scolaire**
- **Pour une anticipation intelligente des conflits probables et des questions à forts enjeux.**
- **Pour une stratégie d’acquisition de connaissances avec l’aide d’experts.**
- **Pour la construction de pistes facilitant une prise de décisions éclairées grâce à un débat pluriel.**
- **Pour éprouver ses idées en les mettant en discussion.**
- **Pour construire des consensus forts entre les acteurs par une démarche inclusive et participative.**
- **Pour une mobilisation soutenue en faveur d’une année scolaire paisible**

www.cosydep.org
cosydep@gmail.com
6039, Sicap Liberté 6 Dakar
+ 221 33 827 90 89 / +221 77 631 18 86

I.3 PROGRAMME

Thèmes	**Dates**	**Lieu**	**Panélistes**
Résultats scolaires et Système d’évaluation	Vendredi 17 août 9h00– 14h00	Centre Culturel Blaise Senghor – Dakar	Modérateur : Moussa MBAYE Panélistes : Abdou DIAO, Gorgui SOW
Système de rémunération de la Fonction Publique : quelles solutions gagnantes, équitables et durables ?	Mardi 28 août 9h00– 13h00	Thiès	Modérateur : Gallo MBENGUE Panélistes : Cheikhou TOURE ;Mody NIANG ; Ibrahima Dally DIOUF ; Mamadou DIOUKHANE
Campagne UBBI TEY JANG TEY et engagement communautaire	Jeudi 6 septembre 9h00– 13h00	Kaolack	Modérateur : Babacar THIAM Panélistes : Gorgui SOW, UAEL ; Service Civique National
Lancement de **“Labo Alpha”,** un Conseil citoyen de Régulation de l’Expression Publique en Langues Nationales – **Vend. 7 septembre à la COSYDEP**			
Enfants et jeunes hors école et droit à l’éducation et à l’état civil	Mardi 25 septembre 9h00– 13h00	Diourbel	Modérateur : Aly Khoudia DIAW Panélistes : Abdou DIAO Babacar MBOUP ; Mamadou WANE
Foire des Innovations en Education et Formation (**FIEF 2018**) **– Vendredi 28 et Samedi 29 Septembre au CCBS Dakar**			
Système d’orientation et de guidance scolaire	Vendredi 28 septembre 15h00– 18h00	Centre Culturel Blaise Senghor – Dakar	Modérateur : Djiby DIAKHATE Panélistes : Macodou DIEYE (Directeur Centre National de l’Orientation Scolaire) ; El hadji NGOM ; Alioune Badara DIOUF
Financement de l’éducation et dispositif de suivi	Samedi 29 septembre 9h00– 13h00	Centre Culturel Blaise Senghor – Dakar	Modérateur : Mame Less CAMARA Panélistes : DGPEE ; Khady NDIAYE ; Demba Moussa DEMBELE

PANEL I : THEME : RESULTATS SCOLAIRES ET SYSTEME D’EVALUATION

Centre Culturel Blaise Senghor – Dakar, Vendredi 17 août 9h00 – 14h00
Modérateur : Moussa MBAYE
Panélistes : Abdou GT et Gorgui SOW

Le vendredi 17 août 2018, la COSYDEP a organisé le premier panel de son programme qui s’inscrit dans le cadre de **« Nos Vacances pour l’école »** sur le thème : « Résultats des examens 2018 et Système d’évaluation ». La rencontre a été introduite par le groupe de travail sur l’analyse des résultats du BFEM et du BAC 2018 et un exposé sur le système d’évaluation.

Rappel des objectifs par le PCA de la COSYDEP

Après les présentations d’usage, le modérateur Moussa Mbaye a fait un bref rappel de l’objectif principal visant à fournir aux acteurs un cadre de réflexion sur les résultats scolaires et sur le mode d’évaluation pratiqué au Sénégal. Ainsi, il a souligné que le programme élaboré porte sur 7 panels qui seront déroulés pendant la période des vacances avec des experts émérites. Les recommandations issues de cette activité seront transmises aux acteurs et décideurs pour faciliter et éclairer les décisions.

2. Message de l’élève Awa Cheikh

Suite aux propos introductifs du PCA de la COSYDEP, une élève répondant au nom d’Awa Cheikh, a adressé un message aux autorités et responsables des syndicats pour les inviter à penser dans leurs actions, à l’avenir des élèves. Pour ce faire, il faut éviter autant que possible les grèves. Depuis longtemps, l’on peine à avoir des années scolaires normales au Sénégal. Une telle situation ne milite pas pour respect du principe d’égalité des chances.

3. Communication du Coordonnateur national de la COSYDEP

Monsieur Cheikh Mbow a fait une brève présentation du concept **« Nos vacances pour l’école »** dont le but est de préparer, à travers un débat pluriel sur des thèmes à forts enjeux, la prochaine rentrée des classes. Il dira que la COSYDEP met à profit les vacances pour réfléchir sur les voies et moyens de prévenir les crises cycliques qui traversent les différentes années scolaires.

Il s’est longuement interrogé sur l’incapacité des sénégalais à prévenir les crises malgré les nombreux atouts sur les plans humain, matériel et financier. Les efforts consentis ces dernières années en termes de mise à disposition de ressources humaines, matérielles et financières sont presque gaspillés à cause des perturbations longues et récurrentes qui hypothèquent les chances de réussite des élèves.

Il en a profité pour présenter l’initiative **« Labo Alpha »** qui est une innovation majeure de la Société civile dans l’exercice de ses missions pour le développement de l’alphabétisation. **« Labo Alpha »** est un mécanisme d’appui aux acteurs pour un usage correct des langues nationales surtout dans le domaine de la politique. En plus de valoriser les langues nationales, il permettra de protéger l’environnement lettré contre les multiples agressions qu’il subit. Une cérémonie de lancement de l’initiative est prévue le 07 septembre 2018, au Centre Culturel Douta SECK, à Dakar.

4. Présentation du rapport d’analyse des résultats des examens 2018

Au nom du groupe de travail, Monsieur Abdou Diao, membre du groupe de travail, a livré à l’assistance la synthèse du rapport d’analyse des résultats du BFEM et du BAC pour l’année 2018. Il a insisté sur l’approche participative adoptée et les termes de la commande qui expliquent les orientations prises par l’étude.

Le rapport a révélé une évolution en dents de scie des taux de réussite au BFEM et au BAC pour la période considérée. S’y ajoute que les prévisions des autorités en termes de taux de réussite ne sont pas atteintes en 2018; d’où l’intérêt de s’interroger sur les énormes dépenses de l’état en matière d’éducation et de formation et la modicité des résultats atteints. Le rapporteur a précisé que l’objectif du groupe de travail est de suggérer des pistes de réflexion sur les résultats au lieu d’une étude d’envergure prenant en compte tous les paramètres (institutionnels, démographiques, sociologiques, docimologiques, culturels…) qui doivent entrer en ligne de compte dans l’analyse des performances scolaires.

Depuis 2011, les résultats aux examens ont du mal à atteindre 40 %. Il y a, selon les acteurs, divers paramètres qui l’expliquent notamment les grèves, les effectifs pléthoriques, l’absence de motivations des enseignants, le mode d’évaluation, la nature des épreuves, le mode de correction etc. Il a insisté sur la nécessité d’approfondir la réflexion pour déterminer le poids du Privé dans les résultats surtout pour les académies comme Dakar, Rufisque et Pikine- Guédiawaye.

Il en va de même pour le constat selon lequel les régions périphériques considérées comme les moins bien loties enregistrent les meilleurs résultats au BFEM. Cela est d’autant plus nécessaire que ces mêmes régions sont classées dernières au BAC. Ce paradoxe a fait dire à certains acteurs que l’explication réside dans l’organisation du BFEM entièrement laissée aux IEF (« Iefisation » du BFEM).

Pour faire face aux contreperformances en matière de résultats au BAC et BFEM, des recommandations ont été formulées à l’endroit des décideurs et acteurs de l’éducation (cf Rapport d’Analyse).

5. Exposé de Gorgui SOW sur le système d’évaluation

Monsieur Gorgui Sow a fait une communication sur le système d’évaluation. Il a tout d’abord remercié les responsables de la COSYDEP pour leur esprit d’initiative et leur engagement militant constant pour une éducation inclusive de qualité pour tous.

Il a ensuite touché du doigt les problèmes de l’évaluation au Sénégal. Le système d’évaluation, au lieu de guider les apprenants et remédier aux insuffisances dans les enseignements et apprentissages, pose de multiples pièges aux élèves. Il est nécessaire et urgent de repositionner l’évaluation dans le processus d’apprentissage en tenant compte de ses différentes fonctions (sommative, prédictive, diagnostique, formative).

Les systèmes d’évaluation doivent prendre en compte les erreurs des élèves et permettre de construire un dispositif cohérent et efficace pour y remédier. Monsieur SOW s’est longuement appesanti sur la nécessité d’un dispositif de remédiation décentralisé capable de faire intervenir les acteurs à la base pour la prise en charge des difficultés dans les apprentissages. Il a fortement recommandé à la COSYDEP de travailler dans le sens de cet objectif si l’on veut améliorer les performances des élèves. Monsieur SOW a aussi indiqué que l’implication de toute la communauté est une condition pour l’édification d’une école de la réussite.

Dans le même ordre d’idées, il a demandé à aller à plus de 1000 heures dans l’année car il y a un lien évident entre performances et temps d’apprentissage. Monsieur SOW a terminé son propos en appelant l’ensemble des acteurs et partenaires de l’éducation à donner corps à l’éducation de base en mettant en place une direction.

6. Discussions /Contributions

Les interventions suscitées par les communications tournent autour des problèmes suivants :

- Procéder à une analyse systématique des facteurs qui expliquent les mauvais résultats ;
- L’absence d’un véritable système d’évaluation qui fait que depuis 1960, le Sénégal se contente
- d’un système de notation ;
- La prise en compte des données démographiques des zones dans l’analyse des résultats ;
- La nature du système éducatif place les élèves dans une situation d’échec et non de performance ;
- Les conditions d’organisations des examens qui ne garantissent pas l’objectivité et la rigueur ;
- L’importance de la participation de la communauté à l’analyse des résultats ;
- Procéder à l’analyse de tout le processus car les résultats n’en constituent que l’aboutissement ;
- Les conditions de fonctionnement des écoles et des établissements ;
- Les insuffisances dans le temps d’enseignement et d’apprentissage ;
- Les relations parfois difficiles entre élèves et professeurs et/ou entre enseignants et administration scolaire

7. Recommandations globales à l'endroit des familles d'acteurs

⇒En direction du MEN

- Effectuer ou faire effectuer une étude exhaustive et systématique en profondeur sur le système d'évaluation certificative, les processus d'enseignement- apprentissage et les résultats des examens afin de les améliorer à tous les niveaux ;
- Améliorer les conditions matérielles de l'enseignement en termes de recrutement d'enseignants bien formés, de paiement régulier des salaires, de construction de nouvelles classes, de mise à niveau des établissements, de communication large sur les normes et standards en matière de qualité (cf Normes et Standards du MEN) ;
- Requestionner les différentes fonctions de l'évaluation afin d'en faire un véritable outil de planification, de guidance et remédiation des processus et des procédures d'enseignement apprentissage.
- Privilégier les normes et standards en matière de qualité dans l'appréciation des résultats ;
- Réaliser des études pour identifier des facteurs déterminant la faiblesse des résultats au BAC et BFEM en prenant en compte les capacités du système à impulser une progression continue et sa capacité de résilience ;
- Enclencher un débat national sur les résultats des examens scolaires afin de mieux responsabiliser les parties prenantes.

⇒En direction des IA

- Alimenter le travail d'analyse en prenant en compte les facteurs explicatifs au sein des établissements performants ou non ;
- Impulser une culture de diagnostic communautaire en lien avec les chefs d'établissement ;
- Installer des dispositifs de remédiation impliquant l'ensemble des acteurs et partenaires du système à la base ;
- Ouvrir un débat pluriel sur le degré d'autonomie des conseils de classe dans les décisions pédagogiques concernant le passage ou le redoublement des élèves.

⇒En direction des Collectivités territoriales

- Renforcer et rendre plus pertinent l'accompagnement des établissements sur la base des priorités établies dans le cadre du diagnostic communautaire ;
- Mettre en place un dispositif de suivi des apprentissages en rapport avec les IEF et les organisations communautaires.

⇒En direction des enseignants

- S'engager pour une « école de la réussite » qui devra mener un combat contre les échecs massifs et les décrochages prématurés, en vue de l'amélioration de la qualité de l'éducation, à tous les niveaux ;
- Veiller au fonctionnement correct des établissements en respectant les règles de déontologie et les normes (Quantum horaire, ponctualité, assiduité, fréquentation des CAP) ;

⇒En direction de la Société civile

- Sensibiliser les parents d'élèves à l'importance de leur rôle dans l'amélioration de la qualité des enseignements et des apprentissages ;
- Se mobiliser pour des mesures correctives des erreurs et difficultés dans les apprentissages;
- Exiger la prise en compte des normes et standards de performance, dans toute analyse des résultats aux exa mens (80% de maitrise par au moins 80% des élèves).
- Mener un plaidoyer fort pour inverser la tendance des résultats aux examens ;
- Inciter le pouvoir central à mener une étude sur ce que deviennent les nombreux élèves qui échouent au BFEM et au BAC.

⇒ **En direction des parents et des jeunes, des ASC et autres associations de développement**

- Mettre en place un dispositif d’accompagnement des apprentissages (cours à domicile, cours de renforcement) ;
- Exiger des comptes aux responsables du système conformément à leurs rôles et responsabilités ;
- S’impliquer activement à la gestion des écoles et établissements ;
- Appuyer les enseignants dans la mesure du possible dans l’exercice de leur mission.

QUE RETENIR ?

CONSTATS

- Evolution en dents de scie des résultats au BFEM et au BAC sur la période considérée.
- Des résultats en deçà des prévisions loin des normes et standards
- Environnement des apprentissages peu propices à de grandes performances
- Système d’évaluation non approprié
- Dispositif de remédiation faible et inefficace
- Apport des parents insuffisant dans le suivi des élèves

RECOMMANDATIONS FORTES

- Etude systématique sur les facteurs de qualité
- Sensibilisation des acteurs et partenaires sur les normes et standards de qualité
- Réforme du système d’évaluation conformément aux exigences du guidance et de l’orientation des élèves
- Dispositif de remédiation efficace et participatif à tous les niveaux du système
- Mise à niveau des écoles et des établissements en termes d’infrastructures, d’équipements et ressources humaines.
- Engagement de tous pour une école de la réussite et mobilisation pour lutter contre les échecs massifs.
- Engager un débat national sur les résultats aux examens afin de mieux responsabiliser les parties prenantes.
- Etude systématique sur le devenir des nombreux élèves qui échouent au BFEM et au BAC.

PANEL II : THEME : SYSTEME DE REMUNERATION DE LA FONCTION PUBLIQUE : Quelles solutions gagnantes, équitables et durables ?

Mardi 28 août 9h00 – 13h00
Modérateur : Galo MBENGUE
Panélistes : Cheikhou TOURE ; Mody NIANG ; Ibrahima Dally DIOUF ; Mamadou DIOUKHANE

Le mardi 28 août 2018, s’est tenu au Conseil départemental de Thiès, le deuxième panel du programme « Nos Vacances pour l’école ». Ce panel avait pour thème le « Système de rémunération des agents de la Fonction publique. L’activité a réuni une centaine de personnes dont des sommités de l’éducation (voir feuille de présences).

1. Cérémonie d’ouverture

Cette étape protocolaire a été présidée par Monsieur Mamadou SALL, ancien Inspecteur de l’Education, président de la Commission Education du Conseil Départemental de Thiès. Le présidium était constitué d’éminentes personnalités parmi lesquelles : Cheikh MBOW, Coordonnateur National de la COSYDEP, Cheikhou TOURE, panéliste, Mody Niang, panéliste, Mamadou SALL, Président de la Commission Education du Conseil Départemental de Thiès, Galo MBENGUE, Ndèye Nar DJIBA, représentant de l’IA de Thiès, le représentant du Maire de Thiès, le Professeur Daly DIOUF et Mamadou DIOKHANE, administrateur civil.

Mot de bienvenue de Abdou Kane Mbodji, Coordonnateur régional de la COSYDEP

Après la brève présentation des participants, le Président de séance a donné la parole au Coordonnateur de l’antenne régionale la COSYDEP pour prononcer le mot de bienvenue à l’endroit des participants. Il dira que la rencontre s’inscrit dans le cadre de « Nos vacances pour l’école », une initiative de la COSYDEP pour contribuer à la préparation de la rentrée scolaire. Ainsi, l’occasion nous est donnée de réfléchir sur les problèmes qui peuvent enfreindre la bonne marche de l’école.

La rencontre est d’autant plus importante que son thème touche directement la grande problématique de l’équité et de la justice dans le traitement des enseignants, en général et dans leur rémunération, en particulier. Il a ensuite remercié l’inspecteur d’Académie de Thiès et le Coordonnateur national de la COSYDEP pour ses initiatives pertinentes et son sens des responsabilités.

⇒ Mot de la Représentante de l’IA

Madame Ndeye Nar DJIBA a présenté les excuses de l’IA de Thiès empêché. Elle a vivement félicité la COSYDEP pour ses actions pertinentes en faveur de l’éducation et la formation. Pour elle, le thème du panel charrie des enjeux importants. Il touche à une question centrale et sensible, celle d’un traitement des enseignants, plus équitable mais aussi réaliste et réalisable. Elle a exprimé tout l’intérêt que l’inspecteur d’Académie accorde aux conclusions et sa volonté de les porter auprès de qui de droit.

⇒ Mot du Représentant du Conseil Départemental

Monsieur SALL a dit tout le plaisir du Conseil Départemental d’accueillir le panel et a félicité les panelistes dont le choix a été plus que judicieux si l’on en juge par leur expérience et leur parcours. Le choix des éminents panelistes pour Thiès témoigne de toute la volonté de la COSYDEP d’anticiper sur les problèmes susceptibles de troubler l’espace scolaire. Il a enfin déclaré ouvert le panel.

⇒ Présentation du Concept « Nos vacances pour l’école » par Cheikh MBOW

Monsieur MBOW a décrit l’initiative « Nos Vacances pour l’école » en insistant précisément sur les objectifs, les justifications et le programme conçu pour les trois mois de vacances. Il a présenté l’initiative comme une volonté de contribuer à l’amélioration du système éducatif dans ses dimensions quantitative et qualitative en mettant à profit la période des grandes vacances. Elle vise entre autres objectifs, à faciliter la prise de décision, à approfondir des problématiques, à planifier des actions et à formuler des recommandations qui peuvent aider à trouver des solutions aux problèmes qui se posent dans le secteur de l’éducation.

Le Coordonnateur National a fait une présentation détaillée du programme élaboré pour 2018 et les lieux où vont se dérouler les activités (CF doc d’orientation). Il a fini son intervention en entretenant l’assistance d’ une autre innovation relative à la mise en place d’un Conseil de régulation de l’expression publique en langues nationales dont l’objectif principal est d’assurer un accompagnement technique gratuit aux acteurs ainsi qu’un monitoring, pour une utilisation correcte des langues nationales notamment à travers des supports, des messages clés et des slogans.

1. Déroulement du Panel

Présidé par Galo MBENGUE, Inspecteur de l’Education, à la retraite, le panel a enregistré des communications de qualité faites par d’éminentes personnalités.

1.1 Communications des panélistes

⇒ Communication de Cheikhou TOURE

Pour deux raisons principales, Monsieur TOURE a remercié la COSYDEP. La première est dans l’opportunité offerte par la COSYDEP de construire un rapport de force et la deuxième de créer les conditions permettant à la Société civile de se faire entendre. C’est pourquoi Enda Graf, membre de COSYDEP est toujours pressé d’apporter sa contribution aux activités entreprises par la Coalition.

Son intervention est intitulée « **Positionnement de la Société civile sur le système de rémunération au Sénégal ».** Il s’agira pour lui d’insister sur le rôle de veille et d’alerte de la société civile. Dans son intervention, il a mis en relations trois acteurs : employés, employeurs, bénéficiaires (communautés). Il a particulièrement mis l’accent sur le concept de pouvoir d’achat par rapport à la rémunération. L’illustration parfaite en est son propre cas. Il dit que dans les années 1960, son salaire lui permettait de subvenir correctement aux besoins de sa famille; s’y ajoute qu’avec le reste, il se payait même des habits de grandes marques. Se fondant sur cela, il soutient qu’il y a plusieurs entrées possibles mais celle par le pouvoir d’achat serait la meilleure. La Société civile devrait privilégier cette entrée. Dans la détermination de la rémunération, plusieurs paramètres sont pris en compte : Budget global, budget des personnels et rémunération. Il est vrai qu’au niveau de la Fonction publique tout est désarticulé. Il nous faut être transparent et sincère dans nos options. Un Etat non crédible. Lorsqu’on à faire avec un Etat non crédible et que l’on veut être écouté, il faut s’unir et rester solidaire pour instaurer un rapport susceptible de renverser la tendance.

⇒ Communication du Professeur Daly Diouf

Dans son exposé, le docteur en gestion des ressources humaines, commence par constater que le système de rémunération est désarticulé. Lorsqu’on aborde la question de la rémunération, il convient de prendre en considération trois enjeux : viabilité du système adopté, l’orientation des ressources vers les actions voulues, et l’adaptation au contexte. Le système de rémunération est marqué par l’enjeu de contrôle de la masse salariale ; d’où la prégnance de l’approche budgétaire. Dans l’évolution de la masse salariale, « l’effet d’effectif » est déterminant. Il s’y ajoute la modulation de la durée du contrat et la modulation du temps à l’intérieur du contrat. Monsieur Diouf a aussi souligné l’effet Noria. Il dit que lorsque dans une entreprise, un ancien va à la retraite, l’employeur perd mais aussi gagne. Il perd parce que le nouveau n’a pas l’expérience de l’ancien mais il gagne parce que le nouveau gagne moins que l’ancien. Dans la Fonction publique les emplois sont classés et il est important de savoir exactement ce qui est rémunéré. Que rémunère-t-on ? Est- ce le profil de l’employé ? Est –ce son temps de travail ou l’effort fourni ? Le débat est inévitable sur ces questions.

L’on a constaté qu’à partir d’octobre 2004, 12 nouvelles primes et indemnités ont été créées au niveau de la Fonction publique. A y regarder de près, l’on se rend compte que ce sont les fonctions qui sont rémunérées plutôt que les corps. En tout état de cause, l’on remarque que le problème n’est pas simple mais des pays comme le Burkina Faso sont sur la voie de lui trouver une solution. En effet, le Burkina a mis plat le système de rémunération à travers une conférence nationale, des décisions importantes ont été prises pour corriger les disparités.

⇒ Communication de Mody NIANG

Cet Inspecteur de l’Education à la retraite est connu par ses positions courageuses sur les questions d’éducation mais aussi de justice sociale. Il a d’emblée exprimé son plaisir d’être invité au panel de Thiès du fait de ses relations avec cette ville historique. Citant, le Président, il rappelle que quand on fait l’historique d’un problème, il est à moitié résolu. Dans cette optique, il a évoqué la Loi 61-33 portant statut des fonctionnaires et doit servir de base à toutes nos discussions sur les questions liées à la rémunération au niveau de la Fonction publique. Pour lui, sous Senghor comme sous son successeur direct, Diouf, l’existence de la Cellule de contrôle de la masse salariale a empêché les dérives dans l’attribution des primes et indemnités.

Les choses ont vite évolué lorsqu’en septembre 2004, le Président WADE, lors d’un séminaire à la Somone, annonce que les Ministres avaient un salaire modique et qu’il avait décidé de le faire passer de 350 000 f à 2 000 000F. Il en de même pour les députés simples dont les salaires sont passés de 300 000 f à 600 000F. A partir de ce moment, a commencé la désarticulation du système de rémunération. Des indemnités et primes sont créées de façon anarchique.

Après une audience avec le Président, l’indemnité de judicature des magistrats passe de 150.000 à 800 000f. L’on ne comprend pas pourquoi, l’on refuse dans ce contexte, l’augmentation du salaire des enseignants. Les ministres ont aujourd’hui une indemnité de logement d’un montant de 1 000 000f pendant que les enseignants peinent à obtenir indemnités 100 000F. Une solution durable consisterait à remettre tout à plat en acceptant de faire un sacrifice personnel en commençant par le haut pour revenir à l’équité.

⇒ **Communication de Mamadou DIOKHANE**

Administrateur civil et ancien vacataire, il confirme l’injustice dans le traitement des enseignants au niveau de la Fonction publique. Cependant, il considère que le problème n’est pas simple et qu’il faut éviter de traiter le régime indemnitaire de façon isolée. C’est une approche systémique qui convient dans le traitement de la question. Il est aussi nécessaire d’exploiter tous les documents de base (la Constitution, les Lois et Décrets sur les non fonctionnaires et les fonctionnaires). Il y a aussi la Loi organique de base qui doit entrer en vigueur au Sénégal en 2020. Cette Loi introduit le concept de budget-programme. Il faut absolument que les enseignants à travers les syndicats, participent à l’élaboration du budget 2020.

2 Contribution des SG de syndicats

* **SG du SIENS**

Selon El Cantara Sarr, le véritable est de mettre en place un mouvement social fort capable de renverser la dynamique présente. Il y a deux impératifs qu’il faut avoir en vue : la transparence et l’ouverture sincère et honnête des pouvoirs publics. Il a ensuite exprimé son étonnement de n’avoir vu la Société civile dans la commission qui va partager le rapport de l’étude sur le système de rémunération. Il a appelé à la vigilance pour que les conclusions du travail ne soient pas détournées par l’utilisation de concepts trompeurs. L’on doit aussi veiller à préserver les acquis. Il ne faut pas qu’on nous vole notre fonction principale de producteurs du capital humain.

* **SG CUSEMS**

Le SG du CUSEMS a commencé par féliciter la COSYDEP pour ses initiatives novatrices. Le panel est de haut niveau. « Je suis heureux de donner un point de vue sur ce problème de la rémunération. » Pour lui, le panel conforte la position du CUSEMS qui se bat pour la justice et l’équité dans les salaires.

D’où la question de l’alignement de l’indemnité de logement qui est le cheval de bataille du syndicat. Les incohérences du système de rémunération, démotivent et démobilisent les enseignants. Aujourd’hui, on assiste à un départ massif des enseignants vers d’autres secteurs. C’est cela qui explique le déficit de professeurs et d’instituteurs constaté dans le système éducatif. Le CUSEMS reste convaincu que la question de l’alignement est une question fondamentale. Nous réitérons notre demande de mise à plat de tous les salaires et un dialogue sérieux pour proposer des solutions durables. Monsieur Ndoye a informé que le Gouvernement a convié les syndicats à un séminaire le rapport de l’étude relative au système de rémunération de la Fonction publique mais il soutient que les syndicats n’ont reçu qu’un extrait de ce document. Cet témoigne encore du manquent de volontés des autorités. Le Sénégal doit faire comme le Burkina qui a pris le problème à bras le corps.

* **SG SAEMS**

Il a beaucoup insisté sur son appartenance à la COSYDEP. Pour lui, sans un système éducatif de qualité pas de progrès et cela n’est possible qu’avec des enseignants motivés. Les enseignants ne consomment que 12 % de la masse salariale alors qu’ils représentent 70% des agents de la fonction publique. Il découle de cela que 82% des ressources sont consommées par 30% des agents. Prenant aux mots le Président de la République, il rappelle qu’il faut mettre à disposition le Rapport d’étude sur le système de rémunération et celui de l’IGE promis par le Président et aller vers des correctifs.

Poursuivant son discours, Monsieur SENE souligne qu’il y a un dilatoire qui ne dit pas son nom : « un atelier se tient demain et nous venons d’obtenir un extrait du rapport ». L’extrait reste sur le diagnostic or nous avons dépassé ce niveau. Selon lui, il ne peut pas y avoir d’émergence sans des enseignants motivés. La profession d’enseignant est noble, nous resterons enseignants et nous créeront les conditions d’une école de qualité, ajoute-t-il.

* **SG SELS/A**

Les camarades ont donné les éléments de contexte, la question est de savoir maintenant sous quel angle attaquer la question de la rémunération. On est invité demain mais nous ne sommes pas préparés. Beaucoup de questions se posent : Quelle va être notre entrée ? Pouvoir d’achat ou corps ? Il nous faut nous entendre pour parler d’une seule et même voix.

Abdou Faty se dit pessimiste quant à l’issue de la rencontre prévue sur le rapport d’étude car les autorités ne sont plus crédibles. Au moment où l’on parle des décrets sortent encore et accordent des indemnités à des agents dans avec une démarche au cas par cas. Il nous faut créer un rapport de force pour faire face.

3. Débat général / Recommandations

A la suite des secrétaires généraux de syndicats, le modérateur a ouvert le débat général au cours duquel, les intervenants ont eu à soulever plusieurs questions et fait des recommandations pertinentes qui se résument comme suit :

- Revaloriser la fonction enseignante qui se trouve actuellement dans la précarité ;
- Lutter contre la stigmatisation et la démotivation qui ont gagné le corps des enseignants ;
- Evaluer le système de monitoring et le renforcement des capacités techniques des enseignants pour en faire une véritable force de propositions ;
- Supprimer le règne de l’illusion dans le système avec l’Etat qui fait semblant de payer, les enseignants d’enseigner et les élèves d’apprendre ;
- Travailler à unir les syndicats pour faire fléchir la position rigide de l’Etat sur la question des salaires ;
- Mettre en place un mécanisme de contrôle de l’octroi des indemnités et primes ;
- Accompagner les revendications par un argumentaire technique rigoureux ;
- Ouvrir un dialogue national sur le système de rémunération ;
- Revoir les textes et les conventions qui ne favorisent pas l’équité dans le traitement salarial des agents de la fonction publique.

4. Synthèse générale et clôture

En synthèse générale, le modérateur a retenu quelques idées- forces et souligné des points d’attention. Il a d’abord précisé que la rencontre de Thiès n’avait pas pour objet de préparer la rencontre de mercredi sur le système de rémunération C’est une pure coïncidence. Il estime que l’une des portes d’entrée majeures reste le pouvoir d’achat mais il y a aussi le profil et les charges de travail.

Les enseignants devront avoir tous les autres agents avec eux dans ce combat. Ils ne sont pas le centre du monde mais ils contribuent à ce que le monde marche mieux par la formation des ressources humaines. Les syndicats ont comme opportunité d’utiliser l’expertise des panélistes Mody Niang, Cheikhou Touré, Diokhané, Prof Diouf etc. la question des salaires méritent d’être posée en mettant tout à plat.

Emboitant le pas au modérateur, le Coordonnateur national de la COSYDEP a félicité vivement les panélistes qui, selon lui, ont été à la hauteur des attentes. Il a apporté une précision de taille sur la question du nombre qu’on a l’habitude d’opposer aux enseignants. Monsieur MBOW fait remarquer que le Sénégal n’a pas encore suffisamment d’enseignants en témoignent le taux d’encadrement des élèves, le retour en force des classes complexes et la fermeture de classes dans certaines localités faute d’enseignants.

Terminant son discours, il a remercié la COSYDEP de Thiès et à l’équipe de Dakar qui ont bien compris que si l’on veut que les élèves réussissent en masse, il faut mobiliser les enseignants.

QUE RETENIR ?

CONSTATS

- Le système de rémunération de la Fonction publique est désarticulé. Lorsqu’on aborde la question de la rémunération, il convient de prendre en considération trois enjeux : viabilité du système adopté, l’orientation des ressources vers les actions voulues, et l’adaptation au contexte.
- Plusieurs entrées sont possibles (pouvoir d’achat, profil et charges de travail) pour adresser la question du système de rémunération mais l’entrée par le pouvoir d’achat convient mieux à la Société civile.
- Les travailleurs ont à faire avec un Etat non crédible c’est la raison pour laquelle, pour être écoutés et entendus, il leur faut s’unir pour créer un rapport de force susceptible de faire bouger le Gouvernement.
- Sous Senghor comme sous son successeur direct, Diouf, l’existence de la Cellule de contrôle de la masse salariale a empêché les dérives dans l’attribution des primes et indemnités. Une solution durable consisterait à remettre tout à plat en acceptant de faire un sacrifice personnel en commençant par le haut pour revenir à l’équité comme c’est le cas actuellement au Burkina Faso.
- C’est une approche systémique qui convient dans le traitement de la question. Il est aussi nécessaire d’exploiter tous les documents de base (la Constitution, les Lois et Décrets sur les non fonctionnaires et les fonctionnaires), la Loi organique de base qui doit entrer en vigueur au Sénégal en 2020.

RECOMMANDATIONS FORTES

- Travailler à unir les syndicats pour faire fléchir la position rigide de l’Etat sur la question des salaires.
- Réviser les textes et les conventions qui ne favorisent pas l’équité dans le traitement salarial des agents de la fonction publique.
- Mettre en place un mécanisme de contrôle de l’octroi des indemnités et primes .
- Construire des argumentaires techniques cohérents et rigoureux pour accompagner les revendications.
- Mettre à disposition le Rapport d’étude sur le système de rémunération et celui réalisé par l’IGE conformément aux instructions de Monsieur le Président de la République.
- Mettre à plat le système de rémunération des agents de la fonction publique et corriger les injustices.

PANEL III : THEME : CAMPAGNE UBBI TEY JANG TEY ET ENGAGEMENT DE LA COMMUNAUTE

Jeudi 6 Septembre 2018, Kaolack
Modérateur : Babacar THIAM
Panélistes : UAEL; Falou DIENG du Service Civique National

1. Cérémonie d’ouverture

⇒ Mot de bienvenue du Coordonnateur régional de la COSYDEP / Kaolack

Monsieur Dieng a salué les efforts de l’Etat en matière d’éducation et de formation sans oublier d’avoir souligné que malgré ces efforts, le système manque d’efficacité. Cela donne du sens au concept « Nos Vacances Pour l’école » dont le but est de contribuer à l’amélioration de l’éducation en mettant à profit les vacances. Le panel de Kaolack porte principalement sur la Campagne UBBI TEY JANG TEY » dont les objectifs sont (i) d’échanger sur les forces et les faiblesses de l’initiative (ii) de formuler des recommandations à l’endroit des décideurs, acteurs et partenaires.

⇒ Mot du Représentant du Conseil Départemental

Le représentant du préfet de Kaolack, Président de séance, a félicité la COSYDEP pour ses initiatives. Il a ensuite présenté le programme de la journée et enfin, déclaré ouvert le panel.

⇒ Présentation du Concept « Nos vacances pour l’école » par Cheikh MBOW

Monsieur MBOW a présenté l’initiative « Nos Vacances pour l’école » en insistant précisément sur les objectifs, les justifications et le programme conçu pour les trois mois de vacances. Il fera remarquer qu’il y a des réformes importantes entreprises par l’Etat en collaboration avec ses partenaires mais le système éducatif reste toujours exposé à des crises parfois longues et profondes entrainant par ricochet des résultats médiocres dans les apprentissages et aux examens scolaires.

Cela est un paradoxe au regard des ressources humaines disponibles et des nombreux instruments de gouvernance mis au point à travers des rencontres en particulier, les Assises Nationales de l’Education et de la Formation. L’année qui s’annonce étant particulière du fait des élections en vue, il importe de construire un minimum de consensus pouvant permettre de sécuriser l’espace scolaire. La COSYDEP veut que les médiateurs sociaux soient dans une posture qui leur permet de capter les messages et de réagir à temps afin de prévenir les conflits. Il convient donc de sortir de notre attitude de sapeurs pompiers pour devenir plus proactif en faisant plus de prévention. L’initiative procède de la volonté de la COSYDEP de contribuer à l’amélioration du système éducatif dans ses dimensions aussi bien quantitative que qualitative en mettant à profit la période des grandes vacances. Elle vise entre autres objectifs à : (i) faciliter la prise de décision, (ii) approfondir des problématiques (iii) planifier des actions, (iv) formuler des recommandations qui peuvent aider à trouver des solutions aux problèmes qui se posent dans le secteur de l’éducation.

Le Coordonnateur National a fait une présentation détaillée du programme élaboré pour 2018 et des lieux où vont se dérouler les activités à travers 7 panels (CF doc d’orientation).

Le panel de Kaolack se caractérise par le fait de cibler l’engagement communautaire qui est un facteur sûr dans le pilotage du système surtout en mode décentralisé et déconcentré. Les recommandations de Kaolack sont donc attendues pour que nous puissions être mieux édifiés sur les stratégies de suivi des engagements pris par les parties prenantes.

Enfin, Monsieur Mbow a présenté à l’assistance l’innovation relative à la mise en place d’un Conseil de régulation de l’expression publique en langues nationales « Labo Alpha » dont l’objectif principal est d’assurer un accompagnement technique gratuit aux acteurs ainsi qu’un monitoring, pour une utilisation correcte des langues nationales notamment à travers des supports, des messages clés et des slogans.

⇒ Représentant de l’IA de Kaolack

Monsieur François FAYE, a dit sa satisfaction par rapport à l’organisation des activités de « Nos vacances pour l’école ». Les thèmes sont on ne peut plus importants car au moment où nous parlons l’IA et les IEF sont à Dakar pour une réunion de préparation de la rentrée. Il est déjà mis en place, au niveau régional, un comité pour la préparation de la rentrée. L’initiative vient à son heure car la préparation de la rentrée ne peut être effective que s’il y a une bonne planification et cette activité est un appui à la planification au niveau local. Des projets du Ministère travaillent sur la mobilisation des communautés autour de l’école avec un accompagnent en termes d’outils et de stratégies. Les conclusions qui sortiront du panel seront utiles dans le dispositif que l’Académie va mettre en place.

2. Communications des panélistes

⇒ Communication de Monsieur Oumar SOW

Elle porte sur le document de capitalisation de la campagne UBBI TEY JANG TEY avec un rappel historique :

- démarrage en aout 2014 en partenariat avec le M23.
- adhésion progressive des institution MEN, CESE , IA, IEF, CRFPEE
- adhésion communautaire avec les élus, les associations d’APE, les enseignants etc.

« Ubbi Tey Jang Tey » est une Initiative citoyenne née des constants suivants : (i) un temps d’apprentissage insuffisant, loin des normes établies à l’échelle du monde ; (ii) un démarrage toujours tardif des cours dans presque tous les ordres d’enseignement du public; (iii) des heures de travail perdues pour diverses causes : écoles impraticables, déficit d’enseignants, absence des élèves ou des enseignants, insuffisance de salles de classe et/ou de tables bancs, grèves, fêtes et divers autres dysfonctionnements.

En termes d'acquis l'on a enregistré :

* l'appropriation et la généralisation du concept, l'engagement et la volonté des acteurs à changer de paradigme et faire du Ubbi Tey Jang Tey une réalité;
* contribution aux efforts d'optimisation du quantum horaire gage d'enseignements/apprentissages de qualité etc.

Toutefois la capitalisation des acquis en guise de conclusions, les recommandations ci-dessous ont été formulées:

* Tenir des réunions de préparation de la rentrée dès le début de la deuxième quinzaine du mois de septembre avec tous les partenaires de l'école ;
* S'assurer que les écoles sont désherbées et libérées des eaux ou de l'occupation par sinistrés ;
* Mettre en place les budgets de fonctionnement dès le mois de septembre ;
* Procéder à la mise en place du personnel enseignant avant la fin du mois de septembre de chaque année ;
* Mener une campagne de sensibilisation des populations sur la nécessité d'amener les enfants à l'école, dès le premier jour de la rentrée sous peine de sanctions ;
* Supprimer tous les obstacles qui s'opposent à l'effectivité des cours dès le premier jour de la rentrée.

⇒ Communication de Fallou DIENG du Service civique national

Il a commencé son intervention par un hommage rendu à Maurice Ndéné VARORE, ancien inspecteur d'académie de Kaolack avant de présenter les missions du service civique national. Pour lui, son intervention vise au renforcement de l'engagement communautaire. Il nous revient de donner notre avis sur le concept d'engagement qui renvoie à la participation bénévole. Cet engagement ne peut pas se réaliser avec des projets, c'est une tension permanente et volontaire. Il a donné l'exemple de grands hommes comme Bob Marley et TChé GUEWARA. Pour que la communauté s'approprie son école, il est nécessaire qu'elle sorte de son attitude attentiste pour participer à la gestion de l'éducation sans attendre les autorités. Nous devons rêver et pouvons rêver. Dans la déclaration des droits de l'homme, il est demandé au citoyen de se mettre au service de sa communauté. Monsieur Dieng a remis à l'assistance une fiche pour recueillir les engagements des parties prenantes pour mettre le focus sur les actions.

⇒ Communication du représentant de l'UAEL

COSYDEP fait beaucoup de bonnes choses pour le développement de l'école. Les enseignants ont beaucoup de mérite pour leur engagement constant au service du pays. « UBBI TEY JANG TEY » est une stratégie pour gérer et optimiser le quantum horaire. L'éducation est une compétence transférée mais le nettoyage des classes incombent aux parents. L'Etat doit jouer son rôle et travailler à supprimer les obstacles (frais d'inscription, enseignants non disponibles, classes non prêtes, abris provisoires etc.)

Au terme des exposés faits par les panélistes, le modérateur a fait une synthèse qui a permis de mettre en exergue les limites de la campagne mais surtout la nécessité de s'appuyer sur nos valeurs pour donner un fondement solide aux actions de développement. Ce qui manque dans le pays, c'est des réflexions ciblées et profondes sur le système éducatif. Il est aussi important de valoriser les innovations qui proviennent des enseignants. De la même manière, il est nécessaire de mener une vaste campagne de sensibilisation envers les parents et les élèves pour l'effectivité de « UBBI TEY JANG TEY » qui est une affaire de la Communauté.

3 DEBAT GENERAL / RECOMMANDATIONS

Le débat a porté sur les questions principales suivantes :

- Clarifier les relations entre les projets Projet d’Amélioration de l’Environnement Scolaire (PAES) et Projet d’Amélioration des Apprentissages en Mathématiques à l’Elémentaire et l’engagement communautaire. Ces projets mobilisent la communauté autour de l’école.
- Renforcer la participation des collectivités à la gestion de l’école pour une meilleure prise en charge des conditions de salubrité des écoles désherbage désinfection) ;
- Planifier la formation des maîtres de manière à les rendre disponibles dès le début du mois d’octobre ;
- Rester vigilant pour l’année 2019 qui est une année électorale ;
- Trouver rapidement des solutions à la grève des inspecteurs ;
- Réaliser une synergie des actions pour soutenir et rendre effectif le « UBBI TEY JANG TEY » ;
- Décentraliser les réunions de préparation de la rentrée pour responsabiliser davantage les acteurs locaux ;
- Responsabiliser les associations de jeunes qui sont plus proches des écoles ;
- Etudier la possibilité d’utiliser les étudiants pour suppléer aux enseignants absents ou retardataires ;
- Organiser des visites de terrain pour suivre les activités et accompagner les acteurs à la base ;
- Faire un plaidoyer pour revenir à l’orthodoxie dans la planification de la formation initiale pour avoir les enseignants avant la rentrée ;
- Etre plus exigent et mettre plus de rigueur dans le choix des Directeurs et Chefs d’établissements.

4.Synthèse et clôture

Des efforts sont à faire pour une meilleure compréhension et une bonne appropriation du concept d’engagement communautaire par les acteurs. Les conditions de travail dans les écoles et établissements ne sont pas toujours favorables au concept. Au total, le nœud du problème est une question de pilotage du système.

Prenant la parole, le Coordonnateur national de COSYDEP a félicité le modérateur et les différents coordonnateurs de l’antenne de Kaolack qui ont beaucoup donné. Tous les acteurs méritent d’être remerciés. Les antennes doivent travailler à se rendre autonomes en termes de moyens et de programmes d’activités. La COSYDEP régionale peut obtenir beaucoup de choses en développant des stratégies pour devenir plus autonomes. Les Antennes locales doivent être plus créatives et plus novatrices. L’antenne régionale doit réfléchir sur des stratégies de décentralisation de la campagne à l’intérieur de la région en suivant la théorie des 3D : démarrage, déroulement de l’année et le dénouement. Nous sommes des acteurs complémentaires et devons respecter les missions dévolues à chaque partie prenante. COSYDEP ne peut et ne doit pas se mettre à la place de l’Etat. Il nous faut identifier des acteurs, des bonnes volontés et s’y appuyer pour le portage de l’initiative. Les acteurs peuvent être rassurés nos propositions et recommandations seront capitalisées et mises à la disposition des décideurs. Que chaque partie prenante se considère comme étant l’élément moteur du dispositif.

Le mot de la fin est prononcé par le coordonnateur régional qui a remercié ses collègues et les personnalités qui l’accompagnent au niveau local. Le représentant du Préfet a clôturé la rencontre et promis de rendre compte à qui de droit.

QUE RETENIR ?

CONSTATS

- Appropriation et la généralisation du concept UBBI TEY JANG TEY
- Engagement des acteurs.
- Ubbi Tey Jang Tey prend de plus en plus corps.
- Contribution à l’optimisation du quantum horaire.
- Capitalisation des acquis des années passées.
- Faible implication des collectivités territoriales et des communautés.

RECOMMANDATIONS FORTES

- Renforcer la participation des collectivités territoriales à la gestion de l’école.
- Planifier la formation des maîtres de manière à les rendre disponibles dès le début du mois d’octobre.
- Réaliser une synergie des actions pour soutenir et rendre effectif le « UBBI TEY JANG TEY » .
- Décentraliser les réunions de préparation de la rentrée pour responsabiliser davantage les acteurs locaux.
- Responsabiliser les jeunes et associations de jeunes qui sont plus proches des écoles.
- Rester vigilant pour l’année 2019 qui est une année électorale.
- Mettre à temps les intrants dans les écoles et établissements

PANEL IV :

THEME : ENFANTS ET JEUNES HORS ECOLE ET DROIT A L’EDUCATION ET A L’ETAT CIVIL

Mardi 25 Septembre 2018
Modérateur : Aly Khoudia DIA
Panélistes : Abdou DIAO ; Babacar MBOUP ; Mamau WANE

1. Cérémonie d’ouverture

Présidée par Monsieur Seydou SY, Inspecteur d’Académie de Diourbel, elle s’est déroulée en présence plusieurs personnalités dont l’Adjoint au Maire de Diourbel, le Coordonnateur national de la COSYDEP et les trois panélistes. Dans son mot de bienvenue, l’IA a dit tout son plaisir d’accueillir la COSYDEP dans sa région. Il a rappelé les relations étroites qu’il a eues avec cette organisation et salué l’esprit novateur de l’initiative « Nos Vacances pour l’école ». Pour lui, Il faut être créatif et proactif pour résoudre la question de l’état civil. Avec le PAEF plusieurs stratégies sont mises en œuvre avec l’appui des mères d’élèves. Il en va de même avec l’implication des chefs d’établissement et les directeurs d’école qui développement un système de parrainage des naissances. S’agissant de la question des enfants et jeunes hors école, il a fortement recommandé que les statistiques nationales prennent en compte les enfants dans les Daaras.

⇒ Mot de l’Adjoint au Maire

Parlant au nom des Collectivités territoriales de la région, Monsieur TINE, l’Adjoint au Maire de Diourbel a exprimé son immense plaisir d’assister au panel dédié à Diourbel et dont le même entre en droite ligne des préoccupations centrales des autorités locales. Il a félicité la COSYDEP de Diourbel qui travaille en bonne intelligence avec toutes les parties prenantes de l’éducation. La COSYDEP adresse des questions fondamentales et nous osons espérer que les panels donneront des pistes heuristiques pour adresser avec plus d’efficacité les grands défis de l’éducation dans la région.

⇒ Présentation du concept « Nos Vacances pour l’école »

Cet exercice incombait au Coordonnateur national de la COSYDEP qui a débuté son propos par un témoignage qui lui a permis de souligner l’engagement dont la contribution au développement de sa structure ne souffre d’aucun doute. Monsieur Mbow a vivement félicité la COSYDEP de Diourbel tout en se réjouissant de la qualité et de la diversité des éminentes personnalités présentes à la rencontre.

Après ses mots introductifs, il a décrit le contexte dans lequel s’inscrit « Nos Vacances pour l’école ». Il a fait remarquer que le système éducatif a subi de nombreuses réformes mais, les problèmes majeurs restent irrésolus. Il est traversé régulièrement par des crises profondes et répétitives. Malgré des investissements importants, il n’y a pas encore de résultats probants. Cet état de fait est source d’inquiétudes et de malaise. En vérité, les acteurs de l’éducation sont confrontés à plusieurs qu’ils peinent à expliquer paradoxes : (i) ressources humaines de qualité sans impact sur le fonctionnement du système, (i) beaucoup de volonté exprimée sur au sujet d’une prise en compte des conventions internationales mais beaucoup de faiblesses sur les plans quantitatif et qualitatif (1 500 000 enfants hors système éducatif, des performances médiocres dans les apprentissages). L’on s’interroge aujourd’hui sur notre capacité à capter et traiter les alertes en vue de prévenir les conflits malgré les multiples structures de dialogue social instituées.

L’initiative dénommée « Nos Vacances pour l’école » se veut un acte de rupture par rapport à l’attitude attentiste et au regard toujours négatif qu’ont la plupart des acteurs devant les problèmes du système éducatif. Le programme d’activités conçu dans le cadre de l’initiative comporte 7 thèmes articulés autour des grandes problématiques du secteur. Chaque thème charrie des questions à fort enjeux qui interpellent l’ensemble de la communauté éducative. C’est aussi un renforcement de capacité mais un exercice qui consiste à construire des pistes pour faciliter les décisions. Le Coordonnateur national a décrit le programme dans ses détails et mis en relief les objectifs poursuivis. Il a fini son exposé en présentant succinctement deux autres nouvelles initiatives de la COSYDEP : **Labo Alpha** qui est un conseil de régulation de l’expression publique en langues nationales et la **Foire des Innovations en éducation et Formation**, prévue les 28 et 29 septembre 2018, au Centre culturel Blaise Senghor.

2. COMMUNICATIONS DES PANELISTES

⇒ communication de Monsieur Abdou DIAO

Monsieur Abdou Diao, personne ressource de la COSYDEP a présenté les résultats de la revue documentaire réalisée par la COSYDEP sur les enfants et jeunes hors école. L’exposé porte sur les points suivants :

- Typologie des exclus
- Types d’offres répertoriées
- Exigence d’une éducation holistique et inclusive
- Exclusion scolaire
- Champ de l’exclusion scolaire
- Ampleur de l’exclusion
- Causes de l’exclusion
- Initiatives des OSC et de l’Etat
- Recommandations

La présentation a révélé l’existence d’environ 1 500 000 enfants et jeunes hors système éducatif. Cette situation est on ne peut plus alarmante au regard des exigences de l’ODD4 et des orientations de la politique du Sénégal à travers le Plan Sénégal Emergent et le PAQUET. Monsieur Diao a évoqué les initiatives des organisations de la Société civile et de l’Etat dans le sens d’une prise en charge de ces cibles mais les résultats restent encore très modestes.

⇒ Communication de Mamadou WONE dit MAO

Monsieur a débuté son exposé en rappelant quelques références fondamentales dont l’ODD4, le Plan Sénégal Emergent et les conventions sur les droits de l’Enfant. Il a insisté sur le préambule de la constitution de 2001 qui fait référence à la Convention relative aux droits de l’enfant en particulier le droit à la protection et à l’éducation

Monsieur Wone note que 3% des enfants de 0 à 5ans ne sont pas inscrits à l’état civil. Pourtant, se désole - t - il, les statistiques étaient à 78% d’enfants enregistrés en 2009. Maintenant malgré tous les efforts, il y a une chute vertigineuse nonobstant l’article 51 du code de la famille fait de l’enregistrement des enfants à la naissance une obligation. Il y a, au Sénégal, des zones où la moitié des enfants ne sont pas enregistrés (Saint- louis, Diourbel, Tambacounda, Kolda…)

Il s’y ajoute le faux et l’usage de faux notés dans l’établissement des pièces d’état civil. Cela est très grave, martèle – il car si l’on ne connait pas le nombre d’enfants aucune planification ne peut être efficace ni dans l’éducation ni dans la santé. Il y a une violation permanente des droits des enfants et le procureur devrait veiller au respect textes.

En 2010-2015, l’Etat a mis en place un dispositif de correction appuyé par l’Union européenne mais cette option de fonder les actions sur des ressources extérieures heurte la souveraineté nationale.

Monsieur WONE, a évoqué des initiatives comme le système de bourses familiales et l’organisation d’audiences foraines qui sont autant de stratégies pour faire face à la lancinante question de la pièce d’état civil.

⇒ Communication de Babacar Mboup

A l’entame de son exposé, le sociologue consultant a dit tout son plaisir d’être à Diourbel qui l’a vu naître. Son intervention s’articule autour de points qui se résument comme suit :

Eléments référence

* Article 26 de la déclaration des droits de l’homme
* Article 7 de la convention internationale des droits de l’enfant.
* ODD 16.9 d’ici 2030 garantir à tous une identité juridique
* Lois 71-36 et la 91-22 et la Loi 2004-34.
* Conseil des Ministres 18février stratégie nationale de l’état civil.
* Rappel de l’EDS 2016.

◊ Point sur la fréquentation scolaire

L’indicateur c’est le taux net de scolarisation par lequel tous les enfants qui sont dans le système possèdent la pièce d’état civil. Taux net en 2016 50% avec des écarts entre milieu urbain et milieu rural.

◊ Scolarisation et effectivité des droits de l’enfant

La scolarisation comme une modalité de prise en charge du droit mais pas la seule forme. L’enfant naît vulnérable et a besoin de protection. Le droit a l’éducation est dans la mouvance internationale.

L’école est fondamentale mais l’école sénégalaise est en deçà des aspirations des populations. Il faut des réformes en profondeur. Il a clarifié le concept de modernisation qui ne doit pas être une aliénation.

En conclusion, il faut aussi réquisitionner le modèle de réussite sociale à travers la figure sociale du Baol Baol.

3. DEBAT GENERAL / RECOMMANDATIONS

Suite aux communications faites par les trois panélistes, les participants ont soulevé des interrogations, fait des contributions et formulé des recommandations. L’on peut les résumer comme suit :

- La forte mobilité des enseignants surtout en milieu rural ;
- La non application des textes sur les droits de l’enfant ;
- L’Insuffisance de l’exploitation des offres éducatives en particulier dans le Diourbel ;
- Lenteur de la mise en œuvre de la politique de modernisation des daaras ;
- Renforcer le maillage de COSYDEP pour être plus proche des populations et faire des actions plus efficaces
- La question des curricula inadaptés aux réalités sociales et économiques du pays ;
- Généraliser l’utilisation les langues nationales dans le système.
- Faire un plaidoyer pour prendre en charge la pièce d’état civil depuis le poste de santé.
- La nécessité d’une bonne communication entre parents d’élèves, maîtres et professeurs ;
- Alignement de l’enseignement aux besoins des élèves. ;
- Instituer dans chaque quartier un bureau avec des membres des associations de développement avec récompenses pour les plus performantes.
- Les modalités de prise en charge des enfants qui échouent au CFEE et au BFEM ;
- Trouver les moyens de répondre à la demande très forte en daaras modernes à Diourbel.
- Nécessité de plus de synergie dans l’organisation des audiences foraines car il n’y a pas de coordination entre les secteurs de la santé et celui de l’éducation sur les audiences foraines ;
- Rôle et responsabilités des associations APE, associations de jeunes pour faire face aux problèmes liés à l’obtention de la pièce d’état civil ;
- S’appuyer sur les associations de quartier pour enregistrer les enfants à la naissance.

4. SYNTHESE ET CLOTURE

Avant que le modérateur ne tire sa synthèse, la parole a été donnée aux panélistes pour réagir au débat. Il a été souligné à l’unanimité la nécessité d’approfondir la réflexion sur les raisons qui empêchent les gens d’inscrire leurs enfants à l’état civil. De toute évidence, il appartient à l’Etat de trouver des solutions à la question de l’état civil en mobilisant toutes les ressources nécessaires. Les panélistes ont aussi demandé de revoir la question de la gratuité affirmée de la pièce d’état civil qui semble être un facteur bloquant. Pour un des panélistes, l’école doit être considérée comme un outil de transformation sociale. Les participants ont réclamé plus d’ouverture et de disponibilité de la part des collectivités territoriales et des tribunaux par rapport à la demande de pièce d’état civil.

Enfin le modérateur est revenu sur les points saillants auxquels, une attention particulière est demandée. C’est ainsi qu’il affirmera que la satisfaction des besoins des individus et des familles est un préalable à l’atteinte des objectifs de tout processus de développement. En ce qui nous concerne, nos cibles sont prioritairement les enfants et les jeunes qui sont en dehors du circuit scolaire. Selon Aly Khoudia Diaw, le thème pose donc la dure problématique de la responsabilité parentale et du système de sélection scolaire qui, comme disait le sociologue français Pierre Bourdieu, « opère une discrimination positive en faveur des classes riches et moyenne car les enfants n’ont pas les même chances dans le système scolaire ». En ce qui concerne l’état civil, il est reconnu par le code de l’enfant, notamment en son article 7 qui stipule que « Tout enfant doit être déclaré à l’état civil dès sa naissance ». L'Etat prend toutes les mesures nécessaires pour l’enregistrement immédiat des naissances. Le défaut d’état civil est une barrière scolaire difficile à surmonter pour les enfants et les jeunes dans la mesure où ces pièces sont obligatoires pour les examens et certains concours. Dans le code de la famille notamment en son article 29 relatif à la preuve de l’état des personnes, il est bien mentionné que « l’état des personnes n’est établi et ne peut être prouvé que par les actes de l’état civil ».

L’importance de l’état civil est même symbolisée par la mise en œuvre de politiques sociale par le gouvernement qui conditionne l’enrôlement à un certain nombre de conditions. Par exemple pour bénéficier de la bourse de sécurité familiale, il faut nécessairement que l’enfant soit d’abord inscrit à l’état civil, ensuite il faut qu’il soit à jour dans son calendrier de vaccination, il faut aussi qu’il soit inscrit à l’école.

Lui emboitant le pas, le Coordonnateur national de la COSYDEP a remercié les panélistes et salué leur engagement constant. Il a demandé aux antennes régionales de poursuivre le maillage jusqu’à la base. Aujourd’hui, il faut appuyer sur les leviers qui permettent d’assurer l’éducation pour tous. Les enfants ont tous des talents mais c’est les conditions dans lesquelles ils évoluent qui les diffèrent. Je vous demande de partager les résultats de ce panel partout dans la région. Les OSC doivent croire à leurs missions et ne jamais baisser les bras.

L’éducation et la formation constituent notre domaine de priorité. Il est particulièrement alarmant de constater qu’en 2018, il existe un million cinq cent mille enfants hors école. Au nom du PCA et de tous les membres de la COSYDEP, il a félicité l’antenne régionale et les autorités de Diourbel pour leur implication dans la tenue du panel.

QUE RETENIR ?

CONSTATS

- plus de 1 500 000 enfants sont en dehors de l’école (soit 47% de l’ensemble des enfants d’âge scolaire sur 10 enfants H.E, près de 8 n’ont jamais été scolarisés alors que seulement 2 sur 10 sont déscolarisés.
- sur les 3 332 809 enfants hors du système formel classique, ceux qui sont dans les systèmes alternatifs sont les plus nombreux (1 759 717). Les autres enfants en situation d’exclusion sont respectivement ceux qui n’ont jamais été scolarisés (1 248 258) et ceux qui ont décroché (324 834).
- 3% des enfants de 0 à 5ans ne sont pas inscrits à l’état civil.
- Plusieurs initiatives des OSC et de l’Etat sans résultats probants.

RECOMMANDATIONS FORTES

- Valoriser les offres éducatives dans le non formel.
- Repérer partout où elles se trouvent, les bonnes pratiques et les dispositifs innovants qui peuvent favoriser l’apprentissage.
- Capitaliser les réalisations faites depuis plusieurs décennies pour donner l'orientation et la qualité souhaitées au système éducatif.
- Utiliser les langues nationales dans le système;
- Renforcer la diversification de l’offre éducative avec les Daaras et les écoles franco-arabes.
- Faciliter l’accès à la pièce d’Etat civil.
- Mettre à contribution les associations à la base pour prendre en charge l’enregistrement des enfants à l’état civil
- Valoriser et exploiter à bon escient les initiatives portées par des acteurs à la base.
- Créer dans les villages et les quartiers des bureaux dédiés à l’état civil en s’appuyant sur les leaders locaux.
- Organiser une campagne DJUDU TEY BINDU TEY » à l’image de UBBI TEY JANG TEY

PANEL V: THEME : SYSTEME D’ORIENTATION ET DE GUIDANCE SCOLAIRE

Vendredi 28 septembre 2018, Centre Culturel Blaise Senghor

Modérateur : Djiby Diakhaté, Sociologue
Panélistes :Elhadji Ngom, Djibril SENE, CNOS et Alioune Badou DIOUF, Psychologue Conseiller

1. Ouverture du Panel

Le modérateur a procédé dans un premier temps à la présentation des panélistes avant de préciser que l’orientation scolaire est un thème capital en éducation et formation. Il a, dans un second temps, loué les efforts de la COSYDEP qui prend d’excellentes initiatives et contribue de façon substantielle au développement de l’éducation et de la formation.

2. Communications des panélistes

2. Communication de monsieur Elhadji Ngom

Monsieur Ngom, psychologue conseiller à la retraite ouvre sa communication par une série de questions. Cette démarche interrogative exprime selon lui, ses appréhensions en abordant le sujet. Il s’est surtout interrogé sur le fait que l’orientation scolaire ne soit pas bien connue. Peut-on parler d’orientation scolaire et professionnelle en pensant au niveau d’études ? Quels sont les moyens qui permettent à ceux qui sont chargés de l’orientation scolaire pour l’exercice de leurs missions ? Les Centres d’orientation scolaire et professionnelle ne sont –ils pas de simples Centres d’information Quel est le rapport entre l’orientation scolaire et les nouvelles technologies de l’information et de la communication ?

.

Ces questions fondamentales posent intégralement les problèmes de l’orientation scolaire au Sénégal. Pour lui, tous les élèves qui quittent le CM2 vont en sixième mais à l’époque ou existaient les collèges d’enseignement moyen pratique, on pouvait parler d’orientation. Aujourd’hui, c’est à partir de la classe de troisième où on oriente en série L ou S tout comme après le BAC, on a aussi des choix pour les filières. Quand on se demande comment s’oriente les élèves, il y a trois pôles qui se forment :

⇒ Les parents choisissent pour leurs fils,
⇒ Les enfants sont influencés par leur entourage immédiat ;
⇒ Choix propre de l’élève : certains rêvent d’une profession et s’y focalisent. Peu de ceux qui sont interrogés ont consulté des spécialistes au niveau des centres d’orientation scolaire et professionnelle.

Les métiers sont catégorisés et stigmatisés comme le métier de douanier, d’avocat dont on a une perception assez tenace, des idées arrêtées qui doivent être combattues. Une anecdote : une fille a réussi à l’ENSA et le seul mot agriculture avait rebuté son père qu’il fallait convaincre pour aller faire la formation. Comment devrait fonctionner le système d’orientation et de guidance scolaire (LPGS) ? Les ANEF en ont donné notamment la **Décision 5 du Conseil Présidentiel sur les recommandations des** ANEF). L’orientation scolaire devrait commencer dès la classe de CI pour aider les élèves à s’orienter dans leur cursus scolaire. Les familles doivent être impliquées dans le processus de décision.

Les CAOSP ont-ils les moyens de leurs missions ? Les collègues disent qu’ils ont des moyens insuffisants surtout sur le plan logistique et sur celui des ressources humaines. Les centres d’orientation fonctionnent comme des centres d’informations. Ila surtout déploré l’existence de plusieurs systèmes d’orientation cloisonnés : MEN, Formation professionnelle. Ne serait- il pas plus pertinent d’avoir une agence pour l’orientation scolaire et professionnelle rattachée à la primature. ? C’est une question qui a l’allure d’une recommandation sinon d’une suggestion.

⇒ **Communication de Monsieur Djibril SENE, CNOSP**

Pour Monsieur SENE, un des maillons faibles de l’orientation est l’absence de communication. Il a fait un rappel historique sur trois grands moments : création d’un système d’orientation, dans les années 70. C’est après 70 que l’orientation scolaire est arrivée au MEN. Aujourd’hui chaque ministère en charge de l’éducation a ses structures d’orientation. Cet état de fait s’explique par le fait que le système au niveau de l’éducation ne prenait pas suffisamment en charge les intérêts des autres ministères. Aujourd’hui, les CAOSP couvrent le territoire national et il y a des perspectives de les déconcentrer jusqu’au département car les textes ne s’y opposent pas. Il faut tendre vers la départementalisation pour être plus proches des utilisateurs. En termes de dispositif donc, il y a quelque chose d’assez solide. Le CNOSP fait beaucoup de choses mais ne communique pas assez suffisamment. Dans les CAOSP, il y a maintenant des équipements très modernes comme les logiciels d’orientation qui doivent les rendre plus opérationnel. Nous sommes entrain de chercher des solutions à nos faiblesses avec la création de bureaux de communication dans les CAOSP. Les élèves de troisième reçoivent chaque année la visite des agents du CAOSP. L’idéal serait de pouvoir suivre l’individu depuis le plus bas niveau mais nos ressources humaines sont très limités. Le ratio un psychologue conseiller pour 9400 élèves est symptomatique de ce déficit de personnel. Il n’ya que 130 psychologues conseillers dans les CAOSP. Dans ces conditions, il est impossible d’investir les autres niveaux d’enseignement. Pour opérer la rupture, il fallait élaborer une politique nationale d’orientation scolaire. Le diagnostic réalisé au préalable a montré des textes incomplets, un cadre institutionnel cloisonné et l’absence d’une politique nationale d’orientation scolaire et professionnelle, des moyens presque inexistants. Exemple pour l’année 2014, tout ce qui a été utilisé au niveau des 16 CAOSP et au CNOSP ne dépassait pas 250 000000FCFA. Les CAOSP ne disposent pas de véhicules.

La nouvelle politique d’orientation scolaire en cours d’élaboration propose des solutions aux problèmes de l’orientation scolaire et professionnelle au Sénégal.

⇒ **Communication de Alioune Badara Diouf, Psychologue Conseiller**

Il dit intervenir en tant que militant de l’école et praticien de l’orientation professionnelle**.** L’Etat n’a pas beaucoup fait pour l’orientation professionnelle mais les collègues qui sont au centre national d’orientation se donnent entièrement et c’est ce qui nous a valu le document de politique en voie de finalisation.

Je me suis beaucoup interrogé sur l’influence des parents sur l’orientation des élèves. Je voudrais interroger la cohérence d’ensemble de l’orientation scolaire. Il y a un grand hiatus entre orientation et insertion. Ce hiatus doit être dépassé. Au Sénégal l’orientation professionnelle a précédé l’orientation scolaire. Aujourd’hui, le contexte économique et social est tellement complexe qu’on a besoin d’interpréter les questions que posent les élèves en fonction de cette complexité.

Il n’y a quasiment pas de connexion entre les structures d’orientation professionnelle et le monde du travail. Des statistiques de l’ANSD montrent que le taux de chômage est plus bas chez les sans diplômes, ce qui pose la question de l’utilité du diplôme par rapport à l’emploi. Il y a un décalage entre les offres de formation et les possibilités d’insertion. Très peu de sénégalais accèdent à des formations professionnelles mais très peu sont insérés dans les secteurs dits porteurs. Ces secteurs dits porteurs ne sont pas bien qualifiés pour accueillir les formés.

Cependant, nous pouvons nous réjouir d’un début de prise de conscience de la part de l’OFP qui nous a valu l’élaboration d’un document de politique en matière d’orientation professionnelle et scolaire. Le rôle du psychologue-conseiller est d’amener l’élève à ne plus rêver de métiers mais à les objectiver. Les bonnes solutions devraient consister à bâtir les formations sur les secteurs porteurs et à réindustrialiser le tissu économique. Il faut commencer à multiplier les lycées techniques et à pousser les élèves vers les sciences, accroitre les centres sectoriels de formation et valoriser l’expérience des ISEP.

2. DEBAT /CONTRIBUTION

Le débat ayant suivi les communications des panelistes, porte sur plusieurs questions et suggestions qui peuvent se résumer comme suit :

* Le système éducatif produit des chômeurs et aucune réforme en profondeur n’a apporté des solutions à ce problème ;
* Nécessité de s’adapter et d’adapter le fonctionnement des centres d’orientation au contexte actuel et de tirer profit des TIC pour pallier l’absence de moyens ;
* Aborder les questions d’orientation de façon systémique ;
* Diligenter l’application des décisions issues du Conseil Présidentiel sur les recommandations des Assises nationales de l’Education et de la Formation ;
* Mettre l’accent sur le professionnalisme dans la formation des étudiants en leur donnant une culture de l’entreprise ;
* Lutter contre l’exploitation abusive des jeunes formés par certaines entreprise de la place ;
* La prédominance du caractère intellectualiste de notre système qui ne fait qu’instruire en négligeant le savoir- faire et le savoir- être.
* Accorder aux Centres d’orientation des moyens matériels, humains et financiers à la hauteur de leurs missions ;
* Aller vers la création d’une agence nationale pour l’orientation scolaire et professionnelle pour plus de cohérence et d’efficacité.

3. SYNTHESE ET CLOTURE

Reprenant la parole les panélistes ont répondu aux questions de l’assistance et précisé leurs idées. Il a été souligné le nombre très restreint des centres départementaux d’orientation scolaire et professionnelle (03 centres pour 45 Départements). L’on a aussi déploré la non construction des Centres d’orientation et la déconnexion entre les centres d’orientation et insertion professionnelle. Le second problème crucial relevé est le démarrage tardif de l’accompagnement des élèves (à partir de la classe de troisième) au lieu de le faire en amont depuis les premières classes. Il y a urgence à inciter au changement individuel et social car l’inversion des valeurs est entrain de se réaliser progressivement et insidieusement dans notre société.

Prononçant le mot de la fin, le Coordonnateur national de COSYDEP a félicité les panélistes et le modérateur pour leurs très belles prestations. Le prétexte était de réfléchir sur les conditions qui garantissent la réussite de tous et dans la hiérarchie de ces facteurs, un bon système d’orientation devrait être au dessus de tous les autres.

QUE RETENIR ?

CONSTATS

- L’orientation scolaire et professionnelle est fondamentale dans le cursus scolaire.
- Le système d’orientation scolaire du Sénégal est émietté, cloisonné, inadéquat et inefficace.
- L’orientation scolaire et professionnelle manque de moyens matériels, financiers et humains.
- Le système d’orientation est géographiquement limité, il reste trop centralisé et loin des bénéficiaires véritables.
- Les élèves et les parents ne perçoivent pas encore les avantages liés à l’orientation scolaire.
- Pas de connexion entre les structures d’orientation scolaire professionnelle et le monde du travail.
- Il existe un grand hiatus entre l’orientation et l’insertion.
- Nombre très insuffisant de psychologues conseillers soit 130 sur l’ensemble des CAOSP.
- L’accompagnement des élèves par les psychologues conseillers commence tardivement (classe de troisième) au Sénégal.
- Existence d’un document de politique en orientation scolaire et professionnelle.

RECOMMANDATIONS FORTES

- Créer une agence nationale pour l’orientation scolaire et professionnelle.
- Accorder aux Centres d’orientation des moyens matériels, humains et financiers à la hauteur de leurs missions.
- Diligenter l’application des décisions issues du Conseil Présidentiel sur les recommandations des Assises nationales de l’Education et de la Formation.
- Départementaliser le système d’orientation et de guidance.
- Commencer l’accompagnement des élèves dès les premières classes.
- Informer et sensibiliser les élèves et les parents sur les avantages de l’orientation scolaire et professionnelle.
- Finaliser la politique nationale d’orientation scolaire et professionnelle.
- Renforcer la communication sur l’orientation scolaire et professionnelle.
- Construire et équiper les CAOSP.

www.cosydep.org
cosydep@gmail.com
6039, Sicap Liberté 6 Dakar
+ 221 33 827 90 89 / +221 77 631 18 86

PANEL VI : FINANCEMENT DE L’EDUCATION ET DISPOSITIF DE SUIVI

Samedi 29 septembre 2018, Centre Culturel Blaise Senghor
Modérateur : Ousseynou WADE, CSA
Panélistes : Mamadou NGOM et Khady Ndiaye BEYE

II. Déroulement du panel

II.1 Communications des panélistes

⇒ **Communication de Mamadou NGOM, Expert fiscaliste**

L’expert fiscaliste a brillamment démontré que les recettes fiscales constituent 80 à 90% du budget du Sénégal. Il faut surtout comprendre que ce sont ces recettes qui fiancent l’éducation qui absorbe 12% du budget national. Dans les années 2010, un programme Takkal 2011- 2018 fut mis place. Ledit programme avait institué une taxe qui représentait la contribution spéciale du secteur des télécommunications. Ce sont donc les télécommunications qui devaient financer l’énergie. En 2018 d’autres impositions sont crées pour prendre en charge d’autres secteurs. Mais ici on a procédé par un élargissement de l’assiette fiscale sans augmenter l’impôt. S’agissant des sources de financement, il faut compter les prélèvements sur les compagnies d’assurance, les opérations de consignation sur les produits pétroliers etc.

Il est prévu au Sénégal, une contribution à hauteur de 3% de tout employeur qui a, à peu près, quelque un milliard cinq cents par mois. Cependant, Sénégal possède un régime d’exonération inéquitable qui impacte négativement sur le volume des ressources collectées. Pour Monsieur Ngom, ces quelques exemples montrent s’il en est besoin, qu’il existe des niches pour assurer le financement de l’éducation, il faut juste de la volonté et de l’imagination.

⇒ **Communication de Khady Ndiaye BEYE,**

Elle a présenté les grandes orientations internationales avant d’aborder la question du financement au niveau national. Selon Madame BEYE, On ne peut pas parler de financement de l’éducation sans parler des ODD4 et 5 .Ces ODD ont des engagements en termes de résultats à atteindre. Les pays sont encouragés à consacrer au moins 4 à 6 % du BIB à l’éducation. Il a été aussi recommandé de consacrer 15 à 20% des dépenses publiques à l’éducation

Avec le volume des ressources injectées dans le secteur de l’éducation, l’on peut sans erreur que le problème du secteur est un problème d’efficacité et d’efficience des dépenses plutôt qu’une question de niveau de financement.

Parlant des sources de financement, Madame BEYE, a évoqué le budget de l’Etat, le budget des collectivités territoriales, l’autofinancement des établissements, le financement extérieur et le financement privé. Abondant dans le même sens que Monsieur Ngom, elle soutient qu’il existe plusieurs mécanismes pour financer correctement l’éducation, il faut donc un plaidoyer fort pour que les ressources arrivent dans le secteur.

Depuis quelques années, on note une évolution nette du volume des ressources destinées à l’éducation mais les résultats ne suivent pas. Le Sénégal injecte des ressources conséquentes dans l’éducation mais ces ressources ne sont pas transformées en résultats. La comparaison avec d’autres pays montre que le Sénégal subit des pertes importantes dans l’utilisation des ressources humaines et financières.

Concernant le dispositif de suivi, il existe plusieurs outils mais leur utilisation pose problème surtout pour des secteurs comme la Formation professionnelle où la collecte des données reste un réel problème.

II.2 DEBAT/ CONTRIBUTION

Des questions ont été soulevées et des suggestions apportées par les intervenants :

- La nécessité d’une décentralisation encore plus poussée du système ;
- L’urgence de mesures fortes qui favorisent plus d’investissements dans le secteur de l’éducation ;
- Priorité à l’investissement en minorant les budgets de fonctionnement surtout au niveau des structures centrales ;
- Plus de considération pour la petite enfance car c’est là où on note les retours en investissement les plus conséquents ;
- Lutte contre les déperditions scolaires ;
- Nécessité d’un financement substantiel au profit des daaras afin d’éviter certaines dérives ;

Les secteurs de l’éducation et de la santé sont des secteurs où les investisseurs sont exonérés de TVA, ils sont aussi exonérés de la contribution foncière et de la propriété bâtie. Il s’agit là de mesures incitatives pour accroître les ressources dans l’éducation et la santé. Le problème du financement du secteur de l’éducation et de la formation est moins lié au volume des ressources qu’au mode de répartition de celles-ci. Il est important que la communauté puisse suivre l’allocation et l’exécution des ressources.

Les ressources injectées étant pour l’essentiel des ressources publiques, on doit travailler à plus d’efficacité et d’efficience dans leur utilisation. Le modérateur demande aux sénégalais de s’inspirer du système éducatif de Singapour.

Au terme de ce dernier Panel, la COSYDEP a adressé des remerciements sincères aux l’ensemble des acteurs, partenaires et sponsors avant de donner la parole aux familles d’acteurs pour recueillir leurs impressions sur le déroulement de la Foire. Ces différents points de vue sont présentés ci-dessous :

- **Cheik GUEYE UNAPES** : il se dit très satisfait et réaffirme l’engagement de l’UNAPES à poursuivre son compagnonnage avec la COSYDEP.
- **La Représentante de l’ACDI** : elle reconnaît les efforts de l’Etat et de ses partenaires dans le secteur de l’éducation et recommande un meilleur suivi pour plus d’efficience et d’efficacité dans l’utilisation des ressources. Concernant la Formation professionnelle, il faut la mettre en synergie avec l’enseignement général. Toutefois, on n’a pas beaucoup parlé du maintien des filles à l’école. Les PTF sont engagés à poursuivre leurs efforts pour le renforcement de l’éducation au Sénégal.
- **Représentante de FAWE au nom des OSC** : elle félicité et remercié vivement les responsables de la COSYDE pour les nombreuses initiatives dans le but de rendre effectif le droit à l’éducation et la formation.
- **Souleymane pour les Syndicats :** Il a demandé à la COSYDEP de maintenir sa position d’alerte surtout que la rentrée est imminente. Les syndicats sont entièrement satisfaits du déroulement et les résultats de la Foire.

Le mot de la fin a été prononcé par Moussa Mbaye, Président du Conseil d’Administration de la COSYDEP qui a formulé de sincères remerciements à l’endroit de toutes les organisations et institutions qui ont apporté leur appui multiforme à l’organisation de la Foire. Il a décerné une mention spéciale au Ministère de l’éducation nationale, à l’UNICEF, l’UNESCO, l’USAID et l’ACDI. Concernant la presse, il a salué la participation des organes de presse mais il a surtout loué la contribution de Baye Oumar GUEYE de Sud FM. Il a aussi remercié les responsables du Centre culturels Blaise Senghor qui a gratuitement mis à disposition ses locaux sans oublier la CONFEMEN, Aide et Action, la Presse notamment SUD FM, DMédias, GFM etc. Il a vivement félicité les membres du comité d’organisation de la COSYDEP pour leur mobilisation tout au long de la Foire. Pour Monsieur Mbaye, la COSYDEP est largement satisfait de ce que les acteurs ont montré lors de cette deuxième édition de la Foire et qui donne une idée précise sur comment se construit l’école de la réussite.

Nous seront mobilisés pour demander dans toutes les circonstances la continuité des enseignements. Il en va de même pour le système d’orientation qui doit être l’épine dorsale du système éducatif. Nous vous donnons rendez vous pou la prochaine édition dont la préparation commence dès maintenant.

Le PCA de la COSYDEP a rendu un vibrant hommage au Coordonnateur et à son équipe qui œuvre inlassablement pour l’effectivité d’une éducation inclusive et de qualité.

QUE RETENIR ?

CONSTATS

- Le secteur de l’éducation et de la formation bénéficie de ressources importantes 12% du budget national.
- Les résultats enregistrés dans le secteur sont largement en deçà des ressources investies.
- Il existe des niches importantes pour financer correctement l’éducation et la formation.
- Le secteur est confronté à des problèmes de gestion des ressources.
- Le système éducatif est inefficace et inefficient.
- Des niches existent pour financer correctement l’éducation et la formation.

RECOMMANDATIONS FORTES

- Renforcer la décentralisation du système ;
- Accorder des financements plus substantiels à la petite enfance ;
- Donner la priorité à l’investissement en minorant les budgets de fonctionnement surtout au niveau des structures centrales ;
- Assurer un financement consistant aux daaras pour éviter d’éventuelles dérives ;
- Rendre plus efficace et plus efficiente la gestion des ressources dans le secteur de l’éducation et de la formation.

CONCLUSION GENERALE

Conçue pour répondre à un besoin réel du système, exprimé en trois objectifs principaux : (i) préparer la rentrée, (ii) construire des consensus pour anticiper sur les conflits éventuels, (iii) acquérir des savoirs et des savoir –faire, la mise en œuvre de l’initiative « Nos vacances pour l’école » a connu une réussite totale. Conformément, à la demande des acteurs qui ont toujours sollicité des espaces de concertation et de discussion sur les problèmes du secteur de l’éducation et de la formation, les six panels tenus à Dakar et dans les régions de Thiès, Kaolack et Diourbel, ont permis aux différents acteurs et partenaires du système éducatif de mettre sur la table les problématiques les plus brûlantes et de faire des propositions concrètes de solutions. Animés par des spécialistes de l’éducation et de la formation, des sociologues, des psychologues, des économistes de l »éducation, des spécialistes des finances, des débats larges, riches et profonds ont, non seulement permis de renforcer les capacités des acteurs mais aussi et surtout de rappeler les défis auxquels l’éducation et la formation font face.

A en juger par la diversité des participants, la pertinence des thèmes développés, la décentralisation des activités avec la responsabilisation des antennes régionales de COSYDEP, tout comme l’approche inclusive et participative adoptée, la COSYDEP a réussi à repréciser les rôles et responsabilités de chaque catégorie d’acteurs dans le bon fonctionnement du système et à confirmer la nécessité pour les acteurs et partenaires de l’éducation de mettre à profit le temps des vacances pour une bonne préparation de la rentrée et de l’année scolaires. En termes de résultats, il faut considérer que les premiers effets constatés sont suffisamment prometteurs. En effet, dès le démarrage des panels, l’on a noté des initiatives salutaires de la part des autorités étatiques notamment la convocation du comité chargé du suivi des accords Gouvernement/ Syndicats mais surtout la tenue de la réunion de partage de l’étude sur le système de rémunération de la Fonction publique longtemps sollicitée par les enseignants. On peut mesurer l’originalité de l’initiative et l’engouement suscités auprès des acteurs par les réactions recueillies dans la presse. Au total, la COSYDEP doit, selon tous les acteurs, pérenniser cette initiative.